

CROISSANCE INDUSTRIELLE, ISLAM ET TRADITION EN ALGÉRIE

Si l'islam était seulement une religion, cette réflexion serait fort aisée à conduire. Peut-être se révélerait-elle inutile. Or, l'islam est aussi science de l'être et de la collectivité, loi sociale et bannière politique et, de ce fait, prend véritablement en charge non seulement l'explication métaphysique de la relation de l'homme avec son Dieu mais également chaque pas de la vie quotidienne. Il se fonde en cela, pour être éternel, sur la *Charfâ*, « la Grande Voie », sujette en quelque sorte à amendements du fait de l'évolution de l'homme sur cette terre, et la *Haqîqa*, la Vérité immuable qui indique au musulman la voie droite présente au fond de sa conscience mystique.

L'islam est religion et système socio-politique. S'il ne nous appartient pas ici d'argumenter sur ses fondements politiques passés et actuels, il nous revient, par contre, de poser quelques questions sur la relation de l'islam actuel avec l'économie dans un pays qui se signale par son ardeur dans l'un et l'autre. L'heure est d'autant mieux choisie que l'année 1979 apparaît comme une année particulièrement importante en Algérie tant au plan social que du point de vue économique. En ce qui concerne les aspects sociaux, l'observateur a pu noter, en effet, une nette situation de crise, due entre autres à un fléchissement de vitalité très visible aux causes entremêlées. L'économie, pour sa part, préoccupation de tous les instants, a vécu et vit encore de riches événements : 1979 a été l'année du « bilan décennal » et de la réflexion sur les axes principaux du développement industriel (monopole et restructuration des entreprises plus particulièrement); cette année a également connu les efforts de mise au point du prochain plan (1). Le sujet proposé au débat revêt donc toutes les qualités de l'opportunité au regard de cette année foisonnante, internationalement marquée par les vagues de fond islamiques.

Pour les aspects qui nous concernent, il manquera à ces pages la prétention d'apporter des réponses ou de considérer les problèmes dans leur ensemble. Tant s'en faut. A peine avons-nous désiré introduire un appel à la réflexion sur les conditions socio-religieuses du développement économique en négligeant la recherche d'auteurs et privilégiant l'observation du terrain puisque ce travail se veut matériau et non pas édifice.

Allons au texte fondamental, la Charte nationale de 1976, brève halte pour nous convaincre d'emblée du caractère omniprésent de l'islam comme loi

(1) Les axes privilégiés par le prochain plan sont l'habitat, l'agriculture, l'hydraulique et l'industrie.

religieuse et, dans une large mesure, loi sociale — mais loi sociale avec sa cohorte d'interprétations correctes ou non, de préceptes vrais ou faux et leurs malentendus. Nous tenterons de voir plus tard s'il existe quelque part un front de contradiction entre la démarche religieuse, qu'elle soit collective ou individuelle et l'intensité du développement économique dans les formes qu'on lui reconnaît en Algérie. Considérons donc ce que dit la Charte des différents termes qui nous occupent.

L'Islam : « Le peuple algérien est un peuple musulman. L'Islam est la religion de l'Etat. Partie intégrante de notre personnalité historique l'Islam se révéla comme l'un de ses remparts les plus puissants contre toutes les entreprises de dépersonnalisation » (p. 21).

L'économie : « La révolution industrielle tend à entraîner des transformations profondes dans les structures économiques du pays, pour qu'il passe d'une économie traditionnelle fondée essentiellement sur le secteur tertiaire et les activités agricoles, à une économie moderne où l'articulation et la complémentarité des activités productrices, caractérisées par l'intensification des échanges entre les branches d'un même secteur d'activité économique, et entre secteurs économiques différents, assurent un développement global harmonieux par l'extension des méthodes industrielles à tous les secteurs de la production. Par là, la Révolution industrielle s'inscrit dans une perspective socialiste qui lui donne sa signification profonde et ses dimensions politiques. Elle jette les assises matérielles du socialisme dont la réalité se mesure au substrat économique sur lequel il repose » (p. 79).

Pour en terminer avec la référence rituelle à la Charte, il nous reste à rapporter le lien entre Islam et socialisme tel qu'il y est vu : « Les peuples musulmans réaliseront, de plus en plus, que c'est en renforçant leur lutte contre l'impérialisme et en s'engageant résolument dans la voie du socialisme qu'ils répondront le mieux aux impératifs de leur foi, et qu'ils mettront l'action en accord avec les principes ».

Il n'y a donc, selon le texte cité, aucune contradiction entre socialisme et Islam et a fortiori entre économie et Islam. Pourtant, le passage du principe à l'action peut entraîner des ruptures à effets certes sociologiques mais qui n'en découlent pas moins de causes économiques. Souvenons-nous de la société algérienne de la période coloniale et même, plus récemment, de la guerre de libération. Les Algériens appliquaient à leur conduite un Islam qui se voulait pur quoique altéré par des malentendus et des déviations (maraboutisme et superstitions, par exemple). Il existait en faveur de la religion, vue comme le dernier rempart unificateur, une volonté de sauvegarde si forte et réelle qu'elle a permis de passer un à un les obstacles à la décolonisation. Le rapport à ce que l'on a l'habitude de qualifier de modernisme était autre. On pouvait grossièrement tracer une frontière entre la société algérienne proprement dite et la société implantée européenne, moderne car jouissant de tous les attributs matériels et sociaux nécessaires à un confort minimum. Des Algériens en faisaient partie mais ils étaient une minorité susceptible d'un mode de vie occidental ou occidentalisé, c'est-à-dire préservant les aspects traditionnels de leur société tout en bénéficiant amplement des conditions matérielles de la

population européenne. Aujourd'hui, du fait de l'indépendance politique, c'est théoriquement toute la société algérienne qui a la possibilité d'accéder à la vie moderne, c'est-à-dire une vie où la consommation de tous les biens nécessaires au confort est facilitée au maximum (2). De même, maintenant que la gestion des affaires du pays est opérée par les Algériens eux-mêmes au mieux de leurs intérêts, tout Algérien est en mesure de récolter les fruits de son travail et sa participation à l'économie — du moins d'y prétendre. Il peut également sauvegarder en toute légitimité sa vie socio-culturelle et religieuse contre les difficultés que lui impose sa condition d'acteur économique. De l'autre côté, son activité économique ne doit pas compromettre la continuité socio-religieuse dans laquelle il est né et qu'il connaît bien.

Dans la pratique, cela est loin d'être aussi simple. L'Algérie n'a pas de traditions industrielles. Les habitudes et les comportements industriels n'entrent pas dans la collection de gestes, de rites et de symboles que lui a forgés son évolution. Première rupture car toute civilisation développe un réseau spécifique de signes, un langage et des attitudes caractéristiques profondément ancrées dans chaque individu.

Autre élément de complication, l'économie algérienne est de type socialiste. Elle instaure en droit l'équité, la justice sociale et réclame pour chacun la part qui lui revient de la richesse nationale tout en combattant les déséquilibres sociaux. Chaque citoyen adhère et aspire à ces principes de justice et d'égalité, tout à fait conformes à l'Islam mais, techniquement parlant, la forme socialiste de l'économie est récente en Algérie. Il faut bien dire qu'elle ne ressemble en rien à l'économie de colonisation qui répondait à une finalité égoïste et obéissait à des règles de gestion différentes. Plus important — essentiel à notre sens — est le problème de l'importation technologique et l'application de formes de gestion auxquelles les Algériens n'étaient pas accoutumés. Précisons que le débat, ici, ne concerne en rien la validité de tel choix économique ou de tel autre. Il s'agit de voir les effets sociaux du début d'application de la Révolution industrielle projetée en Algérie.

Bénéficiant d'une source d'accumulation fort appréciable : les hydrocarbures, et devant transformer l'économie archaïque du pays en une économie industrielle, solide et indépendante, l'Etat va, pendant des années, injecter des milliards de dinars dans l'économie et jeter toutes ses forces dans l'aventure industrielle. Aventure exaltante, à l'évidence, idéale en ce sens qu'elle montre bien le refus du sous-développement. Pourtant, il semble que la solution de l'importation massive de technologie (3) n'a pas fait l'objet de toute l'attention nécessaire. Tout s'est passé — et c'est à peine si cela change aujourd'hui — comme si la technologie était un élément neutre, aisément dissociable de son origine historique et économique, directement et facilement applicable à la société-cible. On sait qu'il n'en est rien. Même dans les pays industriels on peut

(2) Le contenu du mot « biens » n'est en rien limitatif et comprend aussi bien la santé, la scolarisation, la vie culturelle etc.

(3) Cf. Kamal A. BOUGUERRA et Hubert MICHEL : « Essai de développement par consommation massive de technologie : le cas de l'Algérie » in *Technologies et développement au Maghreb*, CRESM, CNRS, 254 p., Paris, 1978.

relever de nombreux exemples d'influences étrangères, de type social ou autres, dues exclusivement à une importation technologique. Ainsi en va-t-il de l'influence de l'informatique sur la langue française technique pour ne citer qu'un exemple de portée immédiate. Une technologie ne se définit dans l'absolu que dans une enceinte regroupant des spécialistes. Dès lors qu'elle est appelée à une application pratique d'envergure, la présence d'un psycho-sociologue, d'un économiste social, de quelques citoyens non-initiés n'est pas une injure à l'intelligence et à l'efficacité. Il faut sans cesse rappeler que la technique est un heurt en soi. Le bénéfice qu'on en tire n'est plus à instruire. Simplement, il serait multiplié si l'on prenait systématiquement la peine de regarder aux conséquences de l'acte technique. Celles dont l'attente est immédiate et recherchée ne sont pas les seules dont il faille tenir compte; c'est une exigence impérative de conservation, d'humanité. Les conséquences recueillies au deuxième degré et aux degrés suivants par effet de chaîne, si elles peuvent échapper aux techniques comptables, provoquent, lorsqu'elles sont négatives, des dommages parfois sans rémission aucune. Ainsi, l'installation d'une industrie lourde aux portes de la ville d'Annaba, voulue comme un bienfait, a de toute évidence permis de doter le pays d'appareils sidérurgiques et chimiques puissants mais a contribué, à titre principal, à un développement de la ville monstrueux, très difficilement maîtrisable et transformant Annaba, dite la « coquette » en une cité durablement défigurée où les maux sociaux (inorganisation, alcoolisme, prostitution incontrôlée, etc.) sont douloureusement ressentis.

Les conséquences d'une industrialisation en forme d'averse par le volume d'investissement, le spectre d'activités et la localisation géographique seraient déjà néfastes dans les pays industriels. Sans remonter aux déboires sociaux enregistrés en Occident lors de la Révolution industrielle du XIX^e siècle, on voit bien de temps à autre et, du reste, de plus en plus souvent, des collectivités entières se cabrer de ce qu'un taux de pollution élevé ait altéré leur environnement, une intoxication chimique se soit déclenchée au seuil même de leurs maisons, ou sous la pression de la peur nucléaire. Dans un pays en développement — quel pays ne l'est pas, d'ailleurs ? — le danger est encore plus grand. Il a des causes et nous en énumérerons certaines à quelques lignes d'ici. Danger plus grand, surtout, à cause de la fragilité des moyens, parce qu'une faute commise dans la marche vers le développement est un pas de sept lieues vers le sous-développement. Dans le meilleur des cas, elle est un pas vers le mal-développement, celui-là même dont on croit sortir « avec le temps » mais qui marque la société de cicatrices inesthétiques et parfois émouvantes comme ces enfants nu-pieds d'une démographie sans rénes. Un gage en somme pour que les hommes du Tiers-monde soient encore maintenus dans leur condition de tiers-hommes pendant des décennies.

A ce danger, en quelque sorte intrinsèque, de l'industrialisation à marche forcée, viennent s'ajouter des causes de déséquilibre dues au terrain social. Comme il a été dit plus haut, l'Algérie ne possède pas vraiment de tradition industrielle. C'est de celle-ci que naît la belle ouvrage et l'on a besoin d'années, sinon de générations pour intégrer, normaliser socialement la gestique et la mentalité industrielles. On comprendra que la course au développement ne met

pas en situation de s'allier les rythmes naturels. Elle est avide de temps et, pour cela, conçoit des structures appelant une réalisation immédiate demandant elle-même des attitudes immédiates qui ne concordent pas avec celles que l'on connaît. Un ouvrier agricole, honorable *homo rusticus*, attiré par les avantages de l'industrie, n'est pas tout de suite à sa place sous le toit d'une usine. Il se posera là non seulement un problème de qualification mais aussi d'inadaptation mentale. Et une adaptation, même ratée, entraîne forcément un rythme de vie, un langage, un comportement social différents.

Le rapport à la modernité, concept socio-économique entre tous, change puisque l'irruption de la grande industrie dans la vie de tous les jours équivaut au règne d'une économie de relations intenses nationales et internationales. Elle conduit tout naturellement aux interférences des espaces : espace personnel (soi-famille-amis, etc.), espace social (la société dans son ensemble), espace planétaire (et notamment le modèle de production et de consommation occidental). Valéry écrivait, il y a bien des années : « Toute action désormais fait retentir une quantité d'intérêts imprévus de toutes parts, elle engendre un train d'événements immédiats, un désordre de résonnance dans une enceinte fermée » (4). « Le temps du monde fini commence », ajoutait-il. Or il ne commence plus le monde fini ; il est bien là.

Un modèle à caractère hétérogène des valeurs (Etats-Unis, par exemple), accepte mieux ces phénomènes d'interférences qu'un modèle à caractère homogène comme la société algérienne, quoique la colonisation ait corrodé cette homogénéité. Cette dernière va donc subir les assauts de l'économie de relations puisque les ménages auront à portée de regard sinon à portée de bourse tous les produits de la modernité des autres : voiture, réfrigérateur, télévision-couleur et autres victoires de l'homme sur l'inerte matière, allant de la stéréophonie en boîte à la cafetière électrique. Il n'est point besoin d'être clerc — grand ou petit — pour constater l'expansion continue des mêmes besoins face aux mêmes produits, d'un pays industriel à l'autre et de ceux-ci aux pays en développement. L'ubiquité de l'image technologique fait passer ces pays, lentement ou violemment selon le cas, du « temps dormant » évoqué par G. Friedman, au temps industriel international. Les motos japonaises, les rues de San-Francisco et l'aéroport de Rome sont là, à la distance d'un bras, au bout du doigt qui allume le poste de télévision. Au fil des heures, des jours, des années, il y a de quoi forcer une tradition et même un comportement religieux.

Mais l'ubiquité de l'image technologique n'est pas l'ubiquité technologique. On remarque tous les jours dans le processus économique algérien, les phénomènes d'hystérésis qui le caractérisent. Des situations de pointe voisinent avec des états archaïques, des attitudes d'attaque, au sens d'idées nouvelles et d'innovation, battent les mêmes chemins que des comportements passifs sinon complètement négatifs.

Les mêmes considérations peuvent illustrer la réalité sociale. La société algérienne, déjà mosaïque au sein de son caractère homogène, voit s'accroître le mouvement d'hétérogénéisation, surtout en matière de comportement. La

(4) Paul VALÉRY, *Regards sur le monde actuel*. Ed. Gallimard, 1945.

candidature au développement moderne fait rejoindre, par le biais de l'aspiration des peuples au bien-être, les sociétés jeunes et les sociétés du « monde fini », monde de la technologie dite égalisatrice.

Un cortège d'influences passe par la brèche. Les valeurs changent, constituent, comme nous l'avons dit, un autre rapport à la modernité. Dans telle société, la valeur sociale suprême était l'honneur, la valeur matérielle, recherchée : la possession de quelques oliviers. D'autres comportements s'implantent après le « modernisation » : la valeur sociale suprême devient la richesse et la valeur matérielle, la possession d'une entreprise. L'entrepreneur à tout faire est l'un des éléments-clés de cet univers désormais mobile et il concourt puissamment à la transformation du milieu social. Du reste, ce concours est parfois – peut-être souvent – négatif car il n'a pas toujours les fondements techniques nécessaires. « Monter une entreprise » ne relève pas, dans ce cas, de l'instinct industriel mais d'un amalgame curieux qui allie le caractère du prédateur, la volonté d'un enrichissement rapide et sans risques et une recherche de protection sociale et de sécurité définitives. On ne saurait nier que ce phénomène est, à terme, profitable à l'économie car il permet de capitaliser des entrepreneurs. Mais on ne peut contester qu'il présente à la population une image en partie négative et que, s'il n'est pas un facteur de destructuration sociale à proprement parler, il est néanmoins l'un des termes de la dialectique modernité-tradition.

Autre point d'importance : dans les pays en voie d'industrialisation la technique est là – en tous cas, à certains postes – mais pas encore la science. Cette cause, si elle n'appartient pas à celles qui contribuent directement au choc entre milieu traditionnel et milieu technique, en est au moins cousine. Et souvenons-nous précisément de ce qui différencie l'un et l'autre de ces milieux. Dans le premier, l'outil est une orthèse, un prolongement admis, lié à une qualification d'origine séculaire ; dans le second, il est une prothèse alliée assez maladroitement encore à une profession administrative ou industrielle qui, pour le moment, est elle-même un greffon. Aussi, la disparité des niveaux de qualification, allant de l'état zéro aux compétences les plus brillantes, à presque des couleurs dramatiques car elle met en question la maîtrise du processus industriel.

L'Algérie vit aujourd'hui une période transitoire et la chronologie des événements vécus en 1979 le montre assez, économiquement parlant. « En période transitoire, disait Jean Fourastié, la tradition conserve évidemment une place dans la vie sociale. Mais cette tradition est à tous moments sapée, ruinée par le changement même des conditions de vie, de sorte que, très vite, l'homme en vient à douter des valeurs traditionnelles ». (5).

Schématiquement, un double mouvement a eu lieu. Le premier, revêtu de toutes les médailles du discours international sur le développement, a consisté en un élan plein d'espoir vers la modernité prochaine et salvatrice promise par l'industrialisation. Mais l'enfantement se fait dans la douleur. Dès le départ, l'industrie, privilégiée, parée de tous les titres de noblesse, se taille la part du

(5) Jean FOURASTIÉ, *Le grand espoir du XX^e siècle*, PUF, 1949.

lion dans la redistribution des ressources de l'Etat. Par là, l'industrie est mise en conflit avec l'économie. Car le processus se déroule au détriment de l'équilibre social. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause un choix d'indépendance fort louable en lui-même. On peut pourtant reprocher aux capitaines d'industrie et autres bateliers des rives manufacturières d'avoir cru l'offensive industrielle sans danger pour l'équilibre social, ou pensé pouvoir en différer la solution sans entraîner trop de dommages pour la société, peut-être même d'en avoir négligé l'appréciation. D'une manière ou d'une autre, on aurait gagné à compléter les maquettes d'usines par des maquettes sociales considérant les aspects diffus de l'introduction des techniques, les effets de deuxième ordre, les coûts sociaux non traditionnellement comptabilisés et même - pourquoi pas ? - les états d'âme. Une usine n'est pas une fin en soi. La fin, ce sont les hommes qui l'habitent, l'animent, l'accouchent de ses productions vitales. Qu'est-il mieux : l'économie au service de l'homme ou ce dernier au service de l'économie ? La question n'est pas inutile puisque, partout dans le monde, bien des personnes hautement qualifiées en perdent la portée ou s'y trompent sous prétexte que nécessité fait loi. La mythification du développement et de ses instruments favorise une fois mise à jour, il suffit de quelques défaillances du système, surtout si elles se répètent, pour entraîner une sorte d'essoufflement et même un sentiment d'accablement général. Cela est d'autant plus frappant que l'on pourrait presque prétendre que l'économie est une branche de la psychologie. La population s'est enfin rendu compte que le développement est un acte multiple, multiforme, sophistiqué et difficilement maîtrisable. Elle ressent l'échec malgré les accomplissements industriels notables et même les succès techniques. Cet essoufflement conduit au pas suivant, un relâchement qui provoque tous les symptômes d'une économie pathologique. Une difficulté en entraîne une autre sous la menace d'une précipitation de la spirale du sous-développement.

Les caractères négatifs du développement et les aspects les plus courants du sous-développement cheminent sur la même route. Image facile qu'une boîte de Pandore ouverte ! La mécanisation de la rue, due à une croissance pourtant nécessaire du parc automobile, n'a rien à envier, relativement, aux villes des pays industriels. Aux alentours de la principale station de transports urbains, le taux de pollution de l'air est proprement suicidaire. La crise du logement entraîne une intolérable promiscuité qui provoque forcément la destruction des familles, aggravée par les conditions de travail (brassages, mouvements pendulaires ou migratoires d'une ville à l'autre, de la campagne à la ville, etc.). Les logements construits obéissent aux lois féroces de la pénurie : ils représentent dans la forme un amas de parallélépipèdes, rupture flagrante avec l'habitat traditionnel algérien, à l'insonorisation aléatoire, à la qualité discutable et aux espaces verts souvent inexistantes. D'autant plus que la notion de qualité de la vie ne connaît pas encore l'heureuse fortune avouée dans d'autres pays. La pénurie entraîne le marché noir qui entraîne la pénurie. L'oisiveté ou même le refus de la valeur Travail de la part d'un nombre croissant de jeunes gens favorise l'expansion de l'alcoolisme qui ajoute à Charybde ce qui manque à Scylla. Individualisme parfois forcené, agressivité malade, indifférence à l'autre sont des maux de plus en plus répandus et se peignent comme autant de

stigmates d'un peuple qui se croit déchu malgré des raisons d'espérer en sa grandeur. Le mal vient peut-être de ce que l'homme de la rue, comme le visiteur, a tendance à mesurer les progrès de l'Algérie par rapport aux pays industriels en négligeant la comparaison avec le passé même du pays.

Voici quelques traits, grossièrement dessinés, de la société algérienne aux prises avec ses professions de foi modernistes et, disons-le, légitimes pour peu que l'on veuille bien confondre modernisme et progrès réel. Il y a, en arrière-plan, beaucoup de succès économiques, parmi lesquels le plus important consiste en la possession par l'Algérie d'une base industrielle substantielle et profitable, à l'expansion et aux efforts continus, aux articulations de laquelle président souvent des hommes de bonne volonté (6). Toutefois ces succès, pour visibles qu'ils soient, ne semblent (et ne sont) apparents qu'aux initiés. Pour reprendre Stendhal, ce sont des « happy few » qui ont la connaissance suffisante et la capacité de mesurer raisonnablement les progrès enregistrés par le pays. De fait le bond, en tout cas en termes d'investissements, a été démesuré. Mais ce qui frappe la population, ce n'est pas le spectacle d'un bond en avant mais en quelque sorte, les avatars du panier de la ménagère et la courbe constamment ascendante des prix qui dépassent de très loin la limite du supportable pour bien des produits d'utilité courante, compliquent les résultats d'une économie « faustienne » en ce sens que son âme ne lui appartient pas encore car elle n'en a pas payé tout le prix.

Naît alors le deuxième mouvement. On se rend compte que la modernité ne peut être totale et uniforme, qu'elle représente, en l'état actuel, tout au plus quelques éléments de confort matériel, que la structure du temps de travail, l'émiettement du temps de loisir face aux problèmes quotidiens nécessitent une vigilance professionnelle et une mobilisation sociale sans commune mesure avec ce que l'on imaginait du monde moderne promis par les lourds investissements, un monde où, en exagérant à peine, tout ne devait être que « calme, luxe et volupté ». On s'aperçoit de l'infinie et simple vérité infligée par le titre de l'ouvrage de M. Crozier : « On ne change pas la société par décret ». On n'est pas développé parce qu'on possède des usines. Etre développé, c'est autrement plus complexe et plus simple à la fois ; c'est ne pas confondre les moyens et la fin. On en vient à se poser la question de la validité de la modernisation de la forme des activités économiques du pays, de la taille et de l'organisation des entreprises – jugées gigantesques alors que ce même gigantisme suscitait la fierté, il y a dix ans à peine. Dès lors, la modernité, le modernisme, la modernisation, tous ces mots faciles aux contenus complexes, rassemblés en une seule haie à sauter valent-ils assez pour accepter une mutation, peut-être même une transmutation sociale, pour y abandonner des traditions vécues comme nobles, séculaires,

(6) Ces hommes ne laissent pas, du reste, de rappeler par la forme globale de leur situation, la théorie de la « révolution directoriale » décrite par James BURNHAM in *L'ère des organisateurs* (Calman-Lévy, 1947) : « Le groupe social qui s'efforce actuellement d'atteindre la position de classe dirigeante est celui des directeurs... » Et, plus loin : « Le cadre économique dans lequel s'établira la domination des directeurs s'appuie sur la possession par l'Etat des instruments de production les plus importants. Dans ce cadre, les individus, en tant qu'individus, ne seront pas investis de droits de propriété directe sur les principaux instruments de la production ».

vraies et confondues de plus avec la conscience religieuse ? Où est l'Islam dans tout cela ? L'on serait tenté de répondre comme El-Mustapha du « Prophète » de Khalil Gibran :

« Have I spoken this day of aught else ?

Is not religion all deeds and all reflection... »

Et d'ajouter : « Who can separate his faith from his actions, or his belief from his occupations ? »

Où est l'Islam ? Là où se trouve la tradition mouvante, puisque non content d'être une religion, il se veut tout autant loi du quotidien. De ce fait, tous les Algériens, ou presque, se disent bons musulmans, se réclament des principes les plus profonds comme les plus anodins de leur religion, en se rendant compte que les interprétations individuelles ont commencé à diverger sous la pression de la nouvelle forme de vie. Car la société algérienne a déjà changé. Elle le voulait, certes, avide d'édifier une vie meilleure et voir s'édifier un homme nouveau. Elle le sait : il lui reste d'immenses efforts à fournir pour rejoindre le but. Aucune société ne peut résister à de tels phénomènes économiques vécus en un laps de temps aussi court. Même le Japon, pourtant donné en exemple, n'a pu se préserver puisqu'on a pu parler à son égard de véritables clivages socio-culturels entre zones de différentes intensités d'industrialisation. Pour l'Algérie, on peut parler de réelles déchirures dans le tissu traditionnel et religieux. Le comportement algérien traverse les désagréables mais nécessaires zones de turbulences entre l'homogénéité qui l'a sauvé pendant la colonisation et une homogénéité arabo-islamique moderne encore à la forge. L'Islam, en cette période intermédiaire, n'est pas contesté par l'homme de la rue mais par les contradictions qu'il impose apparemment à ce dernier. On ne fait pas bien la différence entre l'Islam coranique, le fondement socio-religieux authentique, et l'Islam social avec ses vérités d'habitude, ses erreurs et ses exagérations. L'homme « moderne », en Algérie, ne remet donc pas en question l'Islam coranique mais l'Islam social. C'est l'Islam social par exemple, qui voit d'un mauvais œil la lente mais sûre émancipation de la femme et, comparativement à l'état antérieur, sa remarquable percée dans le monde du travail (7). C'est encore lui qui condamne les relations « non institutionnelles » entre femmes et hommes. Bref, il met à l'index bien des comportements tout à fait admis dans les sociétés dites « modernes ». L'évolution économique heurte la tradition mais comme l'Islam est en partie tradition, toute évolution heurte l'Islam lui-même aux yeux des sociétaires les plus traditionnels de la population algérienne. A fortiori, lorsque ceux-ci constatent le développement de la consommation libre de boisson alcoolisée par des citoyens égaux en droit – (primauté de la loi civile qui démontre le caractère d'Etat moderne) – qui se réclament tout autant que les autres des valeurs islamiques à cette différence près que leurs actions semblent, en quelque sorte, remettre Dieu à plus tard, en tout cas au sentiment des traditionnalistes.

(7) Que l'on songe seulement que, jusqu'à l'orée de l'Indépendance – et, dans une moindre mesure, encore aujourd'hui – le travail féminin était socialement déconsidéré dans la cité car incompatible avec l'image de protection de la femme par sa famille, l'honneur du père ou du mari et « contraire aux préceptes de l'Islam ».

Mouvement de la société vers un avenir humain internationalement incertain, évolution économique, *nahda* politico-économique de l'Islam dans le monde, arabité, arabisation comme problème économique et culturel, assainissement social, contraception et démographie exubérante... Multiplier les exemples ne sert de rien. Les résultats sont là : succès et défaites, la société algérienne vibre en discordance de phase avec son état de développement ; mais si elle peut désigner les causes de ses déboires, qui sont aussi celles de ses victoires, doit-elle pour autant enchaîner Prométhée ?

Le sous-développement est un système totalitaire, le pire qui soit, et lui échapper constitue la priorité de chaque instant. Seulement, les décideurs, les économistes et les ingénieurs doivent, à l'accomplissement de tout acte d'importance, en considérer aussi les aspects non techniques et non comptables. Oublier, même de bonne foi, les régions de la sociologie, c'est faire de l'économie pour l'économie, de l'industrie pour l'industrie et introduire dans des actes de développement, donc d'espoir, des germes de sous-développement, c'est-à-dire de pauvreté, d'humiliation et de désespoir. Inoculer un mal pour un bien en espérant en corriger plus tard les effets, est une position indéfendable : il est de notoriété diabolique que le mal prend chaque fois que possible le pas sur le bien. Dans son « Prince », Machiavel donne, implicitement, au moins un bon conseil. Sans en endosser le pessimisme, on peut le rapporter : « Si l'on démasque aussitôt [...] les maux qui se préparent, on les guérit vite ; si on les laisse croître au point que tout le monde les aperçoit, il n'y a plus de remède ».

Les comparaisons historiques, les parallèles avec les pays industriels ne tiennent pas plus la route. La révolution industrielle a certes eu lieu en Europe aussi. Une civilisation nouvelle est née - dans la peine, du reste - mais la société occidentale a, dans l'ensemble, bien absorbé le choc. Pourquoi pas les pays en voie de développement ? Tout d'abord, la sécrétion occidentale d'une société industrielle a soit adapté soit élagué la plupart de ses anciennes valeurs sociales, morales et religieuses pour en baptiser de nouvelles. Et surtout, le succès relatif, mais tout de même remarquable, de cette révolution - qui continue d'ailleurs sous la forme informationnelle - est dû au fait que les sources technologiques étaient locales, alimentées par les propres enfants de la société. La machine était là mais aussi l'idée. Dans les pays en développement, il en va autrement : les équipements sont importés et, pour le moment, les idées aussi. L'application, non mise en harmonie avec les nécessités sociales, ayant une origine et des objectifs fondamentalement étrangers, conduit à décrire ces pays comme ayant un passé sans avenir et un avenir sans passé. Aussi gagnerait-on, dans un souci de préservation sociale, à agiter l'idée de convivialité des techniques et des procédures économique-administratives - ces dernières relevant de démarches si singulières dans les pays en développement qu'on pourrait leur appliquer les deux postulats que Baudelaire attribue à l'homme : l'une vers Dieu, comme envie de monter, et l'autre vers Satan et c'est « la joie de redescendre ». Peut-être est-il temps pour les techniciens de faire une petite place à leurs côtés aux penseurs, à des hommes et des femmes qui disent. L'Algérie a besoin des efforts de tous, aussi de ceux-là. Il faut des penseurs, non des techniciens pour envisager le devenir du pays dans sa

globalité, sa temporalité, son humanité, au-delà de l'acte économique-politique quotidien, du geste technique journalier, des crispations de l'heure. Surtout au moment où, internationalement, l'économie comme science s'exhibe en économie comme terrain vague; il faut des penseurs dont l'imagination conteste toujours la validité de la réalité présente, défie les vérités instantanées même dans l'échec, la difficulté ou l'incompréhension.

En Algérie, comme dans tous les pays d'Islam, la situation de la société vis-à-vis de l'économie qu'elle génère est encore plus particulière qu'ailleurs du fait de la vie actuelle de cette religion, de sa nature à gouverner le quotidien, de l'histoire des peuples qu'elle anime, de la longue nuit d'où elle sort mais dont elle garde les traces, des risques qui la guettent de retourner à la même nuit si elle reconduit les erreurs ancestrales. La situation est également particulière car y participe la dimension arabe. Nous ne pouvions, au fil de ces lignes, contempler toutes les faces du sujet. Ce qui est certain c'est que l'influence des phénomènes économiques sur la relation société-religion est très puissante en ce qui concerne l'Islam. Peut-on en adoucir l'impact en établissant une distinction nette entre champ social et champ religieux? Peut-on, à l'extrême, en appeler à une démarche concordataire? On ne peut le dire en l'état actuel de la question religieuse. Ce que l'on doit s'efforcer de réaliser rapidement, par contre, c'est, d'une part, une bonne et claire compréhension sociale de l'Islam, notamment en dénonçant les idées reçues et les principes infondés, et d'autre part, veiller à ce que le développement soit un progrès et non une blessure.

Le lecteur sait déjà qu'ici l'Algérie n'est qu'un exemple signalé par sa percée industrielle. A cela près, ces pages peuvent se rapporter à une grande partie des terres musulmanes sinon à la totalité. En tout état de cause, elles se veulent appel à la réflexion pour définir un développement qui fasse droit aux racines sociales et religieuses de l'homme. L'Islam est trop tolérant et universel pour contredire une forme économique quelconque, à moins qu'elle ne soit particulièrement injuste. Faut-il aussi que telle ou telle forme économique ne crée pas de rupture.

Mustafa-Kamel BOUGUERRA